# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## terrorisme

Question au Gouvernement n° 1827

### Texte de la question

ARRESTATIONS DE DJIHADISTES À STRASBOURG

**M. le président.** La parole est à M. Philippe Bies, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

**M. Philippe Bies.** Monsieur le ministre de l'intérieur, notre pays, comme d'autres en Europe, est confronté au basculement de plusieurs centaines de personnes dans un engagement radical violent, le plus souvent en lien avec des filières terroristes djihadistes en Syrie. C'est une menace pour notre pays et pour une partie de sa jeunesse.

Vous avez engagé récemment, vous venez de le rappeler, un plan pour lutter contre ce fléau. Il vise notamment à prévenir de nouveaux départs en démantelant les filières qui, aujourd'hui, organisent méthodiquement un embrigadement dont l'issue peut être la mort. Les premiers résultats de ce plan ne se sont pas fait attendre. Je pense à l'arrestation en Turquie d'un Algérien, résident régulier dans notre pays, soupçonné d'être un recruteur. Il a d'ailleurs été expulsé.

Ce matin, dans le quartier de la Meinau à Strasbourg, six personnes soupçonnées de s'être rendues récemment en Syrie ont été interpellées et placées en garde à vue. Les forces de l'ordre, la direction générale de la sécurité intérieure, appuyée par le RAID, font, au quotidien, un travail difficile, dans la discrétion ; je souhaite ici leur rendre hommage. Elles ont fait la démonstration de leur détermination totale et de celle du Gouvernement à lutter contre le terrorisme et l'embrigadement des jeunes dans la radicalisation violente.

Je ne souhaite pas, néanmoins, que l'emballement médiatique, sans doute justifié, que cette opération a suscité amène à stigmatiser un quartier en particulier, toute une ville, ou une partie de la population. Deux jeunes Strasbourgeois ont déjà trouvé la mort en Syrie. C'est une douleur insupportable pour leurs familles. Ces décès avaient entraîné une forte mobilisation des associations et habitants du quartier contre l'endoctrinement djihadiste. Ces jeunes, ces familles sont dans la République et doivent y rester. Aucune famille, aucune population ne doit être montrée du doigt.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous donner des précisions sur l'opération de ce matin et, plus généralement, sur le rôle de la DGSI dans la mise en œuvre concrète du dispositif de lutte contre les filières djihadistes ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.)*

**M. le président.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

**M. Bernard Cazeneuve,** *ministre de l'intérieur.* Monsieur le ministre, merci pour votre question. Comme vous l'avez fait en la posant, je veux rendre hommage à l'ensemble de ceux qui se sont mobilisés, des autorités judiciaires aux policiers du RAID, sans oublier les fonctionnaires et collaborateurs de la direction générale de la

sécurité intérieure, qui, par leurs enquêtes, par leurs interventions, ont permis neutraliser ce matin six personnes à Strasbourg, qui avaient été engagées sur le théâtre d'opérations de la Syrie ou qui avaient pu être complices d'un tel engagement. Ce travail, vous l'avez souligné dans votre question, traduit l'importance des missions de la direction générale de la sécurité intérieure. En même temps, il montre l'intérêt de la réforme à laquelle mon prédécesseur Manuel Valls a procédé,…

**Un député du groupe UMP .** Fayot !

**M. Bernard Cazeneuve,** *ministre .* …afin que ladite direction puisse conforter ses missions de renseignement, d'anticipation et d'observation. Elles sont la condition du bon déroulement des enquêtes et de l'élucidation d'un certain nombre de faits en vue de neutraliser ceux qui s'engagent sur le théâtre des opérations.

Le plan que nous avons mis en place commence à produire des résultats, mais il s'agit là d'un travail au long cours, d'un travail de longue haleine. Il doit se poursuivre dans trois directions. D'abord, nous devons empêcher le départ de nos ressortissants, car cette route vers la Syrie est, pour ceux qui s'engagent dans des opérations djihadistes, une route vers la mort. Ensuite, nous devons démanteler les filières. Un ensemble de dispositions législatives sera présenté au Parlement pour y parvenir. Enfin, nous devons, vous l'avez souligné, accompagner les familles qui voient certains des leurs basculer dans ces opérations à caractère terroriste, de manière à apporter des réponses qui évitent des drames, qui fassent en sorte que tous les moyens de l'État soient mobilisés. Il faut éviter que ce basculement ait lieu, car c'est un basculement vers la mort. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

## Données clés

**Auteur :** M. Philippe Bies
**Circonscription :** Bas-Rhin (2e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 1827
**Rubrique :** Ordre public
**Ministère interrogé :** Intérieur
**Ministère attributaire :** Intérieur

## Date(s) clée(s)

**Question publiée au JO le :** 14 mai 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 14 mai 2014